

Les nouvelles réglementations de l'UE posent des défis pour les pays du Sud, qui pourraient choisir de diversifier leurs exportations agricoles vers des régions émergentes.

Amine M. Benmehaia, agroéconomiste, Université de Biskra, Algérie.

L'AGRICULTURE MAGHRÉBINE : NOUVELLES OPPORTUNITÉS !

Le secteur agricole est, depuis plusieurs siècles, d'une importance capitale pour les sociétés des pays du Sud, notamment en Tunisie, en Algérie et au Maroc. Il joue un rôle essentiel dans la stabilité économique et sociale, dont les tensions des printemps arabes depuis 2011 en témoignent. Aujourd'hui, l'agriculture dans ces pays demeure largement traditionnelle, caractérisée par une paysannerie sous l'égide des États à économie sociale. Malgré les efforts de modernisation initiés dès les années 1970 et la hausse relative des rendements, qui est principalement due à l'expansion des superficies cultivées, l'agriculture maghrébine est en proie à des blocages persistants, exacerbés par la réticence des agriculteurs maghrébins aux changements technologiques et institutionnels. Toutefois, la dernière décennie a vu émerger une nouvelle dynamique d'entrepreneuriat agricole, attestée par une croissance notable des exportations de plusieurs denrées alimentaires.

Dans un monde de plus en plus dynamique et accéléré, l'adaptation devient une nécessité impérieuse. La pandémie de Covid-19 en 2020 et les séquelles de la guerre de l'Ukraine en 2022 ont

mis à l'épreuve cette capacité d'adaptation *urbi et orbi*. Plus récemment, les protestations des agriculteurs dans l'Union européenne sont devenues un sujet d'actualité majeur. Les nouvelles réglementations de l'UE, notamment sur l'utilisation des pesticides et les normes strictes de pratiques agricoles, posent indubitablement des défis considérables, mais offrent également des opportunités inédites pour les producteurs maghrébins. Cet article analyse l'impact potentiel de ces réglementations sur l'agriculture du Maghreb, notamment celle de l'Algérie, vers l'Europe et sonde deux scénarios futurs : la modernisation à l'europpéenne de l'agriculture maghrébine via des investissements directs ou bien la diversification des marchés d'exportation vers des régions émergentes.

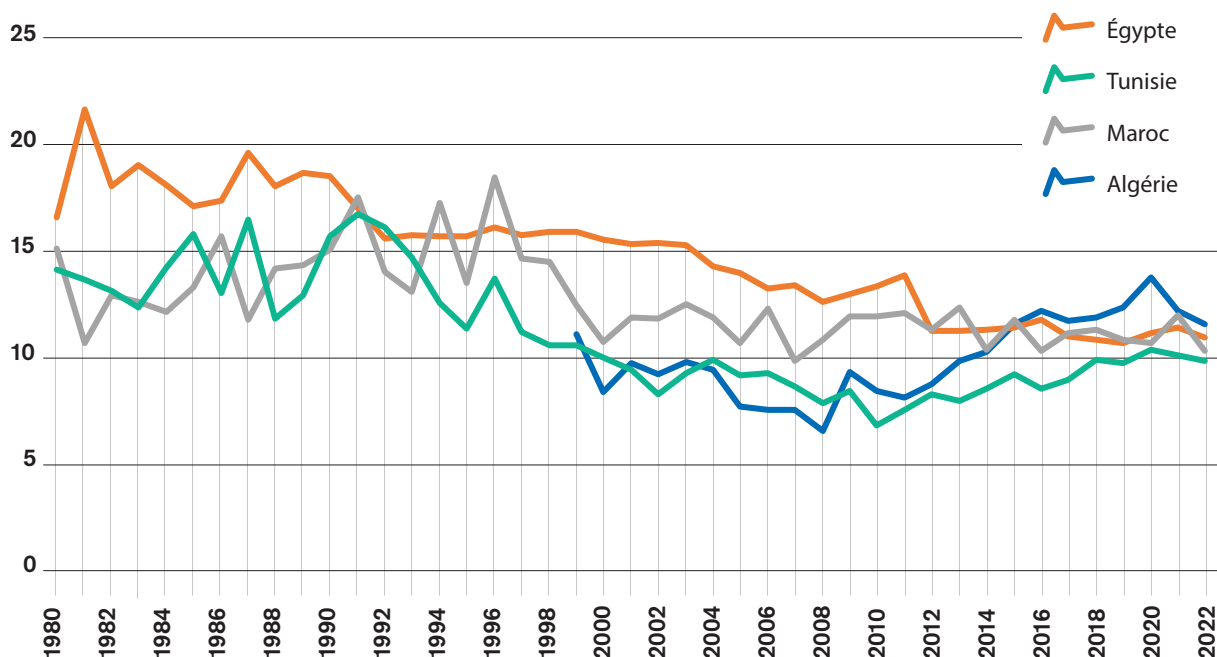
LE SECTEUR AGRICOLE AU MAGHREB : SPÉCIFICITÉS DE L'ALGÉRIE

Le secteur agricole en Tunisie, en Algérie et au Maroc est un pilier de l'économie nationale de chacun de ces pays. La région est particulièrement renommée pour ses cultures de céréales, d'olives,

d'agrumes, de fruits et légumes, ainsi que pour sa production (souvent de terroir) de vin et de dattes. Le secteur agricole contribue à environ 12 %, 10 % et 14 % du PIB respectivement (FAO), et emploie de la population active près de 20 %, 15 % et 40 % aussi respectivement. En 2022, la région a exporté environ 205 000 tonnes de dattes vers l'Europe, dont 22 % seulement vers la France, démontrant ainsi, entre autres, la dépendance de l'UE à l'égard de l'agriculture maghrébine. Selon des rapports récents des exportations de l'Algérie (CNIS), la France commençait depuis une décennie à perdre cette place. En outre, il faut garder à l'esprit que les configurations géopolitiques actuelles et les interventions indirectes dans la région vont imposer certes un nouvel ordre dans le Méditerranée.

L'agriculture en Algérie présente des spécificités distinctes par rapport à ses voisins du Maghreb, notamment en termes de cadre législatif et institutionnel (MADR). Contrairement à la Tunisie et au Maroc, l'Algérie depuis longtemps maintient des restrictions strictes sur les investissements étrangers, limitant la propriété étrangère à 49 % dans les secteurs stratégiques, y

AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE, VALEUR AJOUTÉE (% DU PIB)



Source : Banque mondiale.

compris l'agriculture. Cette politique, bien que protectrice des intérêts nationaux, décourageait à l'évidence les capitaux internationaux. La promulgation de la loi sur les investissements de 2020 a cependant assoupli certaines de ces restrictions pour attirer davantage de capitaux, mais les limitations subsistent.

En comparaison, la Tunisie et le Maroc ont adopté des cadres législatifs plus ouverts et encourageants pour les investisseurs étrangers, facilitant ainsi l'afflux de capitaux et l'avancée notable d'une modernisation progressive de leurs secteurs agricoles. La Tunisie, avec sa loi d'investissement de 2016 (APIA), et le Maroc, avec sa stratégie « Génération Green 2020-2030 (ADA), offrent des avantages fiscaux et des incitations substantielles pour stimuler les investissements agricoles. Les initiatives institutionnelles en Algérie, telles que les programmes de soutien aux jeunes agriculteurs et les projets d'irrigation, sont comparables à celles de la Tunisie et du Maroc, mais l'Algérie se distingue comme toujours par une approche plus prudente et conservatrice.

CONTEXTE DES NOUVELLES RÉGLEMENTATIONS DE L'UE

Les nouvelles réglementations de l'UE visent à réduire de moitié l'utilisation

des pesticides d'ici 2030, dans le cadre du *Green Deal* européen qui aspire à rendre l'agriculture plus durable et respectueuse de l'environnement. Ces mesures comprennent des réductions drastiques des pesticides chimiques, des restrictions sur les engrais synthétiques et des objectifs ambitieux pour la biodiversité et les pratiques agricoles durables. Par exemple, la Commission européenne propose une réduction de 50 % de l'utilisation des pesticides et une réduction de 20 % de l'utilisation des engrais d'ici 2030 (selon les sources officielles de l'UE).

Ces changements ont suscité des protestations parmi les agriculteurs européens, qui craignent une baisse de leur compétitivité et de leurs revenus (*Farmers Weekly*). En Allemagne, les agriculteurs ont exprimé leur mécontentement face à la suppression des subventions pour le diesel agricole, tandis qu'en Espagne, les préoccupations portent sur les mesures de conservation de l'eau qui affectent l'irrigation. En France, les agriculteurs se sont mobilisés contre les coûts élevés de production et les restrictions sur les pesticides. En dépit des effets notables que ces mesures pourraient engendrer au sein de l'UE, il est également impératif de réfléchir à leur impact sur les régions voisines.

IMPACTS ÉVENTUELS DE CES NOUVELLES POLITIQUES SUR LES PAYS DU SUD

Les nouvelles réglementations de l'UE auront éventuellement des répercussions significatives sur les pays du Sud. Deux scénarios principaux peuvent être envisagés, notamment pour l'Algérie : une modernisation accélérée de l'agriculture maghrébine via des investissements directs ou bien une opportunité pour une diversification des marchés d'exportation vers d'autres régions émergentes.

Scénario 1 : Modernisation à l'euro-péenne de l'agriculture maghrébine

Les normes plus strictes de l'UE pourraient limiter les exportations de produits agricoles du Maghreb, notamment les dattes, les olives et les légumes, obligeant les agriculteurs maghrébins à adopter des pratiques plus durables pour se conformer aux nouvelles exigences. Cependant, la réticence à adopter des changements techniques et institutionnels reste un défi majeur. Cette réticence s'explique par des coûts élevés, un manque de formation et de soutien institutionnel et des infrastructures souvent inadéquates pour soutenir la modernisation, surtout à l'euro-péenne.

Pour surmonter ces obstacles, des investissements directs de l'UE pour-



Manifestation des agriculteurs espagnols contre les politiques agricoles européennes, ainsi que contre les produits provenant du Maroc. Gérone, février 2024./LORENA SOPENA LOPEZ/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

raient être nécessaires pour moderniser l'agriculture maghrébine selon les directives européennes. Cela inclurait des infrastructures, des technologies et des programmes de formation. Dans ce contexte, le cadre réglementaire de ces pays est relativement favorable aux investissements étrangers.

L'Algérie a adopté, notamment depuis juillet 2022, une nouvelle loi relative aux investissements afin de les stimuler dans des secteurs prioritaires à forte valeur ajoutée. La loi no. 22-18 modifie la règle des 51-49, permettant désormais une propriété étrangère à hauteur de 51 % dans certains secteurs, y compris l'agriculture, offrant ainsi une opportunité d'attirer davantage d'investisseurs étrangers en collaboration avec certaines institutions financières publiques. La FNIA est une institution financière publique qui finance des projets d'investissement dans divers secteurs économiques, notamment l'industrie agroalimentaire. Par ailleurs, d'autres institutions publiques, telles que l'Agence algérienne de promo-

tion de l'investissement (AAPI), sous la tutelle du premier ministre, visent à relancer l'investissement productif en Algérie. Des plateformes numériques, comme celles de l'Office national des terres agricoles (ONTA) et de l'Office de développement de l'agriculture saharienne (ODAS), ont également été créées pour promouvoir l'accès au foncier agricole.

Prenons un exemple concret illustrant ainsi la préférence de l'Algérie pour les partenariats économiques non-européens : le projet Baladna El Djazair. Ce projet est géré par une entreprise détenue à 51 % par la société qatarie Baladna et à 49 % par le Fonds national d'investissement algérien (FNIA), axé sur l'élevage et la production laitière. Cela démontre la volonté de l'Algérie d'attirer des investissements étrangers au-delà de la sphère européenne. L'Italie a pris, au cours des deux dernières années, une avance significative en matière d'investissements, en particulier dans le secteur agroalimentaire, incluant le blé et le sucre, entre autres. Par exemple, la

société Bonifiche Ferraresi a lancé d'importants investissements agricoles dans le sud de l'Algérie, notamment dans la région de Touggourt, en partenariat avec l'AAPI.

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur la situation économique de l'Algérie, publié en mai 2024 (BM), l'activité économique a été stimulée par une consommation privée dynamique et une forte croissance des investissements, entraînant une augmentation marquée des importations. Les investissements directs pourraient inclure le financement de technologies agricoles avancées telles que l'irrigation goutte à goutte, les serres et les systèmes de gestion intégrée des ravageurs, essentiels pour réduire l'utilisation des pesticides et augmenter la productivité. Des programmes de formation pour les agriculteurs sur les pratiques agricoles durables et les nouvelles technologies seraient également nécessaires pour assurer une transition réussie vers une agriculture moderne, bien que cela puisse s'avérer très coûteux.

Scénario 2 : Diversification des marchés d'exportation

En se tournant vers des marchés émergents comme la Russie, l'Amérique latine et l'Asie, les pays du Maghreb, particulièrement l'Algérie, vont trouver l'occasion de diversifier leurs exportations. Cela est éventuellement forcé par le rattrapage d'exclusion à l'adhésion aux BRICS, une alliance qui aurait été prometteuse à ces économies. Les BRICS présentent souvent des normes moins strictes et une demande croissante pour les produits agricoles du Sud. En Algérie, les entrepreneurs actuellement sont déjà mis à l'export vers les États-Unis et l'Afrique (selon un entretien avec un PGD d'une usine de dattes à Biskra, dont son produit est destiné exclusivement aux marchés américains). La diversification des marchés pourrait également ouvrir des opportunités de coopération plus fructueuses avec les pays émergents. Des partenariats stratégiques pour l'Algérie pourraient inclure des transferts de technologies, des investissements conjoints et des programmes de développement rural.

La Russie, par exemple, a montré un intérêt croissant pour les produits agricoles de l'Algérie, et les relations commerciales entre certains pays du Maghreb et la Russie se sont intensifiées ces dernières années. En 2021, les exportations agricoles de l'Algérie vers la Russie ont augmenté, avec des produits tels que les agrumes, les légumes et les dattes en tête de liste. De même, l'Amérique latine et l'Asie offrent des marchés potentiels pour les produits agricoles maghrébins, avec une demande croissante pour des produits frais et de qualité.

CONSÉQUENCES POUR LE SECTEUR AGRICOLE MAGHRÉBIN

Les conséquences des nouvelles politiques de l'UE pour le secteur agricole maghrébin seront variées, avec à la fois des défis et des opportunités. D'une part, l'adaptation aux nouvelles normes de l'UE impliquera des coûts élevés pour les agriculteurs maghrébins, nécessitant des investissements dans des technologies vertes et des pratiques durables, ce qui serait très coûteux pour l'UE de s'engager dans tel scénario. D'autre part, la concurrence avec les produits soutenus par l'UE pourrait rendre les produits maghrébins moins compétitifs sur le marché européen.

La diversification vers les marchés émergents et l'innovation dans les pratiques agricoles pourraient renforcer la résilience du secteur et offrir de nouvelles opportunités de croissance

Cependant, en adoptant des pratiques agricoles durables, les agriculteurs du Maghreb pourraient accéder à des marchés européens plus rentables et attirer des investissements étrangers directs. Par exemple, la modernisation des systèmes d'irrigation et l'adoption de techniques de production notamment biologique, pourraient permettre aux producteurs maghrébins de se conformer aux normes européennes tout en améliorant la qualité de leurs produits, sinon une autre crise verra le jour à court terme.

Plus plausiblement de façon plus réaliste, la diversification vers les marchés émergents et l'innovation dans les pratiques agricoles pourraient renforcer la résilience du secteur et offrir de nouvelles opportunités de croissance. Les pays du Maghreb possèdent également un potentiel énorme pour développer l'agriculture biologique et les produits à forte valeur ajoutée, tels que les produits transformés et les aliments de niche. Le marché mondial des produits biologiques est en pleine expansion, avec une demande croissante en pays arabes, en Amérique et en Asie. En investissant dans la certification biologique et en développant des chaînes de valeur ciblées pour les produits biologiques, les pays du Maghreb pourraient accéder à des segments de marché plus lucratifs et diversifier leurs exportations agricoles. Les produits agricoles authentiques du terroir ont réussi à se positionner sur le marché régional et même sur le marché d'exportation ces dernières années. À titre d'exemple notable pour l'Algérie, la figue de Beni Maouch, les dattes Deglet Nour de Tloga, ainsi que celles de Gourara ont été labellisées comme produits du terroir. D'autres, comme le miel de Cherchar et l'huile de Sig, sont en cours de labellisation. Il est important de souligner qu'un catalogue national des produits de terroir, élaboré selon le guide de la FAO et comprenant 190 produits agricoles répertoriés avec leurs fiches

techniques (zone de production, climat, sol, connaissances et savoir-faire traditionnel des agriculteurs locaux), a été publié au début de l'année 2024. Ce catalogue vise à promouvoir le développement rural territorial durable.

PERSPECTIVES ... RÉALISTES !

Les nouvelles réglementations de l'UE sur les pesticides et les pratiques agricoles durables poseront des défis significatifs pour les exportations agricoles des pays du Sud, notamment au Maghreb. Toutefois, la stratégie de modernisation à l'européenne pourrait sembler coûteuse du point de vue de l'UE, dépendant de nombreuses contingences, en particulier politiques. En revanche, l'option de diversifier les exportations vers de nouvelles régions émergentes paraît plus fructueuse et prometteuse.

Le secteur agricole maghrébin peut non seulement surmonter ces obstacles, mais aussi en tirer parti pour développer de nouveaux débouchés. Les décideurs politiques devront contempler ces changements avec soin pour maximiser les avantages tout en minimisant les impacts négatifs sur les agriculteurs locaux. En se tournant vers des marchés émergents tels que la Russie, l'Amérique latine et l'Asie, les pays du Maghreb peuvent diversifier leurs exportations et réduire leur dépendance aux marchés européens souvent exigeants et parfois injustes compte tenu de l'histoire complexe.

La coopération internationale en dehors de la zone européenne et les investissements ciblés seront essentiels pour cette transition vers une agriculture plus compétitive. Finalement, la capacité des pays du Maghreb à adapter *ex-ante* leurs secteurs agricoles aux nouvelles réalités d'un marché mondial en mutation géopolitique déterminera leur succès à long terme dans ce domaine crucial pour la sécurité alimentaire, actuellement dans une situation préoccupante./